

Modernisation des fonctions supports :

Déclaration liminaire de la CFDT au comité de suivi du 2 juin 2021

5 propositions pour avancer.

La DGAC a lancé le chantier de « modernisation » des fonctions supports, comme d'autres sujets d'importance, au pas de charge en balayant des décennies d'un dialogue social jugé souvent exemplaire au travers de 35 ans de protocoles sociaux.

En lieu et place, et depuis plusieurs mois, sont proposés aux organisations syndicales, au fil de l'eau, des bilatérales et des comités de suivi sans avancées concrètes sur nos propositions.

La CFDT s'est pourtant exprimée à plusieurs reprises auprès du Directeur général, de la Secrétaire générale et dans diverses instances sur la nécessité pour la DGAC, dans le contexte actuel, de mettre en place un véritable accord de méthode.

Cette mise en place, la CFDT l'a obtenue à de nombreuses reprises au niveau interministériel. Nous persistons et signons. C'est l'essence même de toute structure de négociations.

Dans le souci de rester pragmatiques, et soucieux de l'intérêt des agents, nous avons accepté le débat malgré la vitesse imposée et l'absence de cadre acceptable à nos yeux. Notre présence à ce Comité de suivi en témoigne.

Ce comité de suivi constitue une simple réunion d'information sur les avancées des travaux de l'administration. Nous ne pouvons en rester là ; cette réunion doit préfigurer un véritable espace de dialogue social.

Dans cet esprit, la CFDT a fait des propositions. Ces propositions de la CFDT appellent des réponses rapides de l'administration.

Nous renouvelons ici, sur la question de la modernisation des fonctions support, nos cinq demandes de groupes de travail :

1. Sur les investissements humains et matériels dans les SIR
2. Sur les conditions de travail à l'issue de la réorganisation
3. Sur le maintien d'un dialogue social de proximité dans la future architecture des CSA
4. Sur l'accompagnement individuel des agents, qui doit être de qualité
5. Sur la mise en œuvre d'un agenda social pour l'outre-mer

La CFDT est prête à négocier, pour autant que l'administration veuille bien jouer le jeu de la démocratie sociale. Elle n'acceptera pas que la crise budgétaire que traverse la DGAC soit le levier d'une casse sociale qu'un dialogue social réfléchi et construit peut éviter.

Pour la CFDT, il est encore largement temps de faire bien mieux pour tous les agents des services supports et de se donner les moyens des ambitions affichées par la Direction générale.

Vous l'aurez compris, nous ne pouvons nous satisfaire de réponses partielles dans des instances où les organisations syndicales sont réduites à un rôle de spectateur.